

# «Un haut revenu n'est pas synonyme de bien-être mais de danger global»

**ENVIRONNEMENT • William Rees, inventeur du concept d'empreinte écologique, tire la sonnette d'alarme: malgré la crise sociale et écologique, il ne voit aucune remise en question du modèle consumériste.**

**LaRevueDurable**

Pour s'informer et s'engager sur l'écologie

PROPOS RECUEILLIS PAR  
**EMMANUEL PRINET\***

Inventeur dans les années 1980 de l'empreinte écologique – qui mesure la durabilité de nos comportements –, le professeur William Rees<sup>1</sup> dénonce l'inertie du monde face à un modèle de développement socialement injuste et absurde écologiquement.

Depuis soixante ans, le paradigme dominant de développement repose sur la croissance du produit intérieur brut (PIB). Il est cependant démontré que l'expansion continue de l'économie mondiale mène à l'abîme. En Europe, le PIB est de plus en plus sur la sellette. Les mesures du progrès et du bien-être sont-elles en train d'évoluer?

**William Rees:** Je n'observe pas une grande ouverture sur ce plan. Le PIB fait l'objet de critiques depuis longtemps, avec peu d'effets. Bien qu'il ne mesure pas le bien-être, qui est ce qui compte avant tout, tous les gouvernements continuent d'en faire leur premier indicateur de progrès. Ce n'est pourtant qu'une mesure grossière des ventes finales de biens et de services dans une économie, qui inclut beaucoup de mauvaises choses. Le tremblement de terre à Haïti, par exemple, augmente le PIB, car maintes dépenses servent à reconstruire: bâtiments, infrastructures, soins hospitaliers, etc.

**Pourquoi aurions-nous tant besoin de la croissance?**

Partout, la réponse officielle est: «Pour améliorer le bien-être de tous et, surtout, pour soulager la pauvreté.» Il y a tant de pauvres, l'économie doit grandir pour subvenir à leurs



«Une redistribution des revenus ne ferait aucun mal aux riches et apporterait beaucoup aux pauvres. Mais nous ne sommes pas prêts à y réfléchir», analyse William Rees (médaillon). KEYSTONE/DR

besoins. Cette approche évite d'avoir à considérer sérieusement la distribution des revenus. Aussi longtemps que nous pourrions dire: «Votre tour viendra lorsque l'économie sera assez grosse», nous relâchons la pression sociale pour une distribution plus équitable.

**Mais bien sûr, cette stratégie ne fonctionne pas du tout!**

Non, parce que la structure actuelle de l'économie globale n'oriente pas les plus gros bénéfices de la croissance vers ceux qui en ont besoin, mais vers les riches... qui n'en profitent pas vraiment. Des revenus croissants améliorent le bien-

être jusqu'à un certain point, mais les études attestent un manque de corrélation, dans les pays riches, entre cette hausse et les indicateurs sociaux: alphabétisme, espérance de vie, mortalité infantile, etc.

**Y a-t-il un niveau de revenus au-delà duquel cette corrélation disparaît?**

Un plateau apparaît à partir de 10 000 ou 12 000 dollars par tête et par an, et reste plat jusqu'à 60 000 ou 70 000 dollars. Les pays riches en haut de cette fourchette – France, Canada, Etats-Unis, Suisse, etc. – ne font pas beaucoup mieux que ceux qui sont à 10 000 ou 12 000. Une

espèce intelligente reconnaît qu'il y a un niveau optimal de revenus qui procure un maximum de bénéfices sans détruire l'environnement.

**Cette absence d'amélioration au-dessus de ce seuil de revenus s'applique-t-elle aussi au bien-être subjectif?**

Dans certains pays, le bien-être ressentit décline même avec des revenus plus hauts! En Amérique du Nord, une étude standardisée annuelle réalisée depuis les années 1950 révèle que les gens étaient plus heureux dans les années 1950, bien que les revenus aient triplé ou quadruplé depuis.

Mais la structure de l'économie fait que les 20% les plus riches du monde captent 76% des gains de la croissance globale. Dans les pays pauvres, la plupart des gens vivent bien au-dessous de 10 000 dollars par an. Un milliard vit avec un dollar par jour, un autre milliard avec deux dollars par jour. Ils profiteraient grandement de revenus plus élevés en termes de santé et de bien-être subjectif.

Une redistribution des revenus à l'intérieur des pays et entre eux ne ferait aucun mal aux riches et apporterait beaucoup aux pauvres. Mais parce que nous avons été formatés

## Comparer nos comportements

L'empreinte écologique peut-elle guider une politique de durabilité?

Cet indicateur montre que nous touchons aux limites: davantage de croissance déstabilisera le système climatique, dégradera toujours plus les écosystèmes et conduira à une spirale d'effondrements. Il est bien connu et efficace pour deux raisons. Il est facile à saisir et à mesurer, au moins de façon sommaire. Et, surtout, c'est le seul indicateur de durabilité qui permet de comparer la demande en capacité productive (biocapacité) de n'importe quelle population humaine avec ce que son territoire est capable de lui fournir. L'empreinte écologique permet ainsi de savoir si une population est en état de dépassement – si elle utilise plus de biens et de services de la nature que ce que son territoire peut produire – et donc son degré de dépendance à l'égard d'importations vulnérables. Au niveau global, elle compare l'échelle de l'entreprise humaine à la biocapacité à long terme de la Terre. Au niveau national, elle peut interpeller la politique commerciale et de développement en vigueur.

PROPOS RECUEILLIS PAR EPT

pour voir dans l'avidité une qualité, et parce que la société est cognitivement verrouillée dans la croyance que la croissance améliore son sort, nous ne sommes pas prêts à y réfléchir. Est-ce la marque d'une espèce intelligente? I

\*Fondateur de l'association One Earth Initiative, à Vancouver.

<sup>1</sup>Professeur en politiques publiques et aménagement du territoire à l'université de British Columbia, Canada.

Extraits d'une interview parue dans le dernier numéro de *LaRevueDurable* ([www.larevuedurable.com](http://www.larevuedurable.com)). A lire notamment l'excellent dossier consacré à la finance.

## «Les décideurs ne vivent pas là où les écosystèmes se dégradent»

Les indicateurs montrent la gravité de la dégradation de la biosphère et des disparités sociales. Pourquoi les Etats n'y répondent-ils pas?

Cette question est très complexe et les éléments de réponse nombreux. Tout d'abord, le fait que nous soyons en situation de dépassement écologique n'est pas évident, en particulier dans le premier monde où la richesse masque la réalité biophysique. Les décideurs et ceux qui ont le pouvoir économique ne vivent pas là où les écosystèmes et les sociétés se dégradent.

Une grande partie de l'Afrique est en déclin: le revenu moyen par tête dans les pays les plus pauvres est plus bas aujourd'hui qu'il y a vingt-cinq ans. Cela est dû en partie au fait que, via la globalisation, les pays riches s'approprient les sources de richesses et la biocapacité de ces pays. Voilà quelques années, j'ai prédit, à partir d'études de l'empreinte, que nous arriverions à un stade où des pays se mettraient à acquérir une biocapacité extraterritoriale en achetant des terres dans d'autres pays. Des collègues se sont moqués de cette idée, mais le phénomène est désormais global.

C'est l'accaparement des terres...

... qui révèle une évolution. A l'époque coloniale, des nations s'approprièrent des terres et des peuples par la force militaire pour acquérir des ressources et des marchés. Lorsque la colonisation en tant qu'occupation territoriale est devenue politiquement inacceptable, elles ont adopté d'autres formes de colonisation – la globalisation et le commerce et, maintenant, l'accaparement de terres – comme moyen d'acquérir la biocapacité dont elles ont besoin.

Grâce au commerce et en déversant leurs déchets dans l'espace commun (océans et atmosphère), les Pays-Bas et la Suisse utilisent quatre fois plus de biocapacité en dehors de leur territoire que ce dont ils disposent en interne.

**Quels autres facteurs bloquent l'action des gouvernements?**

Un facteur central est qu'ils prêtent plus d'attention aux intérêts des entreprises qu'au bien commun. De grandes entreprises et les valeurs qui les guident dictent l'essentiel des politiques commerciales et industrielles.

Si les élites riches ont de puissants intérêts à maintenir le statu quo, elles résisteront à tout changement qui menace ces intérêts. C'est pourquoi, alors

que nous devrions subventionner les énergies renouvelables au Canada et ailleurs, les plus grands investissements et subventions vont au pétrole et au gaz. Les populations des pays démocratiques qui pensent que leurs gouvernements agissent dans leur intérêt se leurrent.

**Voyez-vous d'autres raisons majeures?**

La résistance naturelle au changement joue un rôle majeur. Pour l'essentiel, quiconque atteint une situation confortable tendra à craindre et à rejeter des changements significatifs qui le forceraient à modifier son style de vie de manière importante.

**Et, bien sûr, la publicité fait tout pour maintenir ce style de vie...**

Sa mission est de renforcer cette tendance naturelle. Nous sommes tous victimes d'une forme d'ingénierie sociale qui fait croire que l'estime de soi et le statut social s'enracinent dans une voiture plus grosse, une maison plus grande, des vêtements de marque, une montre chère, etc. La publicité est souvent conçue pour stimuler les désirs cachés et miner l'estime de soi. Les gens remplissent le vide spirituel qui en résulte en allant faire des achats!

**Comment sortir de ce statu quo non durable?**

En partant de là où on est. Les pays occidentaux disent adhérer à l'économie de marché, mais la crise écologique globale est un cas extrême d'échec du marché. Les gouvernements devraient garantir que les prix reflètent la vérité des coûts de la consommation. Comment subventionner des activités destructrices, taxer des activités durables et prétendre être dans une économie de marché? Toutes sortes de distorsions favorisent la surconsommation de combustibles, de ressources, etc. Le changement climatique est peut-être à la fois le plus grand échec du marché et celui auquel il est possible de répondre au mieux, au moins au début, par une réforme fiscale. L'économie de marché ne peut pas réparer le climat seule. Mais une telle réforme nécessite un large soutien populaire, qui n'est pas disponible de la part d'une population accoutumée à des styles de vie consuméristes. C'est un problème gigantesque pour les démocraties, qui échouent sans une population bien formée, informée et politiquement engagée.

**Comment encourager les citoyens à s'impliquer?**

Une voie pourrait être de mieux faire comprendre comment les entreprises et l'industrie de la publicité soumettent depuis soixante ans l'Occident à une forme d'ingénierie sociale. Prendre conscience que l'on est conditionné pour devenir une machine à consommer pour satisfaire les besoins de l'industrie pourrait provoquer assez de ressentiment pour stimuler la révolte de nombreuses personnes.

Après la Seconde Guerre mondiale, un important capital et de nombreuses forces de travail se sont retrouvés sous-employés, en particulier en Amérique du Nord, et les gens qui avaient subi les privations de la dépression et le rationnement de la guerre étaient habitués à se contenter de peu. Voilà qui était bon pour la planète, mais insupportable pour la croissance et la création de richesses. Les capitaines d'industries ont alors élaboré des moyens de convaincre les gens de rompre avec leurs faibles niveaux de consommation et leurs habitudes conservatrices. La société du tout jetable est une construction sociale délibérée de la part du grand capital. I

PROPOS RECUEILLIS PAR EPT